

Brochure n° 3303

Convention collective nationale

IDCC : 2148. – TÉLÉCOMMUNICATIONS

AVENANT DU 23 FÉVRIER 2007

RELATIF À LA RÉMUNÉRATION

ET AU POSITIONNEMENT DES APPRENTIS

NOR : *ASET0750519M*

IDCC : 2148

Souhaitant favoriser le développement des contrats en alternance qui permettent d'acquérir une formation qualifiante en milieu professionnel, assortie d'une formation théorique, les signataires de l'accord du 24 septembre 2004 relatif à la formation professionnelle dans la branche des télécommunications conviennent de compléter les dispositions relatives aux contrats de professionnalisation par un article 3 *bis* dudit accord visant les bénéficiaires de contrats d'apprentissage.

Article 3 *bis*

Rémunération des apprentis

La référence pour la rémunération des apprentis est constituée de la plus favorable entre le SMIC et le minimum conventionnel de branche du groupe d'emploi considéré.

Aux seules fins de détermination de l'assiette de rémunération des contrats d'apprentissage, la rémunération mensuelle garantie des contrats d'apprentissage exprimée en pourcentage du salaire minimum conventionnel de branche, s'entend du salaire minimal conventionnel annuel de la branche en vigueur divisé par 12.

Positionnement des apprentis

La grille unique de classification des emplois dans la branche des télécommunications permet de positionner les emplois les uns par rapport aux autres en fonction de leur contribution dans l'entreprise sans avoir pour objectif de mesurer les compétences individuelles des salariés. Elle constitue également un support aux rémunérations minimales de la branche.

A titre d'exception pour les contrats d'apprentissage, les signataires du présent accord décident d'une garantie de positionnement des emplois occupés dans la grille de classification en fonction du niveau de la certification préparée.

NIVEAU DU TITRE OU DIPLOME PRÉPARÉ	POSITIONNEMENT MINIMAL
≤ Bac + 1	Groupe A
Bac + 2	Groupe B
Bac + 3	Groupe C
≥ Bac + 4	Groupe D

Les entreprises de la branche ne peuvent déroger aux dispositions du présent avenant. Cette disposition ne fait pas obstacle à ce que les accords négociés en entreprise comportent des dispositions plus favorables.

Champ d'application, publication, extension, durée

Le champ d'application du présent avenant est celui défini par le titre I^{er} de la convention collective des télécommunications et son avenant du 25 janvier 2002.

Il est conclu pour une durée indéterminée et prend effet à compter de la date de signature.

Il fera l'objet des formalités de dépôt et de publication prévues à l'article L. 132-10 du code du travail.

Les parties conviennent d'en demander l'extension.

Fait à Paris, le 23 février 2007.

Organisation patronale :

UNETEL-RST.

Syndicats de salariés :

CFDT ;

CFE-CGC ;

FO ;

CFTC ;

CGT.